

WT45 – La participation des citoyens à la vie et aux choix de la société

Problématique générale

Les interdépendances sont devenues mondiales. Notre mode actuel de développement et de gestion des sociétés n'est pas viable à long terme. Chacun sait ou pressent que des mutations fondamentales devront être conduites tant dans la gestion des sociétés (la gouvernance) que dans les modalités d'une société durable assurant équilibre, équité et cohésion au sein de chaque société, paix et équité entre les sociétés, équilibre et harmonie entre l'humanité et la biosphère.

La difficile participation des citoyens

Quel que soit le régime politique formellement en place, il y a une large aspiration des membres d'une société à la dignité et à la possibilité de partager sous une forme ou sous une autre la définition et la gestion du bien et de l'avenir communs.

De leur côté les gouvernants, pour garder leur légitimité, sont appelés à s'assurer par des canaux divers, dont l'élection n'est qu'une des modalités, qu'ils répondent aux attentes de leurs concitoyens. La tradition politique européenne reste marquée à la fois par l'idéal de la cité grecque - les citoyens libres qui se réunissent sur la place publique pour débattre de la gestion de la société - et, dans le monde germanique, par l'autonomie de communautés de base s'assemblant librement en confédérations plus ou moins volontaires et plus ou moins larges.

A partir du 18e siècle, la démocratie représentative, dans le contexte technique qui était celui de l'époque, s'est imposée comme modèle et incarnation de l'idéal démocratique. Mais, quel que soit le régime politique, l'évolution de nos sociétés impose aujourd'hui d'innover hardiment. En effet, tout a changé : les moyens techniques d'information, dont la révolution est incarnée par Internet, l'échelle et l'imbrication des problèmes, leur complexité aussi.

Dans le domaine des sciences et des techniques, l'essentiel des choix ne se fait plus ni au sein des institutions publiques, ni à l'échelle nationale et voilà la société dépossédée des principaux moyens d'orienter son destin. Au sein de l'Union Européenne, les choix collectifs faits au niveau de l'Europe sont de plus en plus déterminants pour la vie quotidienne de ses citoyens sans que l'on soit parvenu à ce jour à mettre en place une démocratie vivante et citoyenne à l'échelle de l'Europe.

La démocratie représentative actuelle, héritée de l'histoire, organisée essentiellement au niveau national, semble doublement inadaptée. L'espace spatial et temporel d'exercice de la démocratie ne la met pas en mesure de conduire les mutations nécessaires; les citoyens, malgré l'existence d'institutions et de procédures démocratiques, se sentent de moins en moins en mesure d'infléchir la destinée collective.

En conséquence, le sentiment de citoyenneté s'érode, les régimes démocratiques perdent leur crédibilité et c'est à travers des mécanismes nouveaux, comme la construction d'une société civile internationale en réseau ou l'émergence de nouveaux mouvements sociaux que se manifeste de plus en plus souvent la volonté des citoyens de contribuer au bien commun.

Le développement de la participation

La démocratie participative est à la mode dans les différents pays du monde. Elle bénéficie même

parfois d'une promotion active de la part des institutions internationales. C'est un des moyens d'exprimer le sentiment que le désamour à l'égard des formes traditionnelles de la démocratie n'implique pas le renoncement à l'idéal démocratique lui-même.

L'ajout de l'adjectif 'participatif' au substantif 'démocratie' fonctionne comme le signal d'une perte de substance du substantif lui-même, qui appelle sa réforme. Mais il ne suffit pas d'ajouter ce qualificatif pour que la démocratie soit régénérée. De nombreuses dérives sont possibles qui transformeraient la démocratie participative en un gadget sans intérêt, une illusion plutôt qu'une véritable réforme. Parmi les dérives : l'enfermement de la démocratie participative dans la sphère locale et la gestion des problèmes de proximité ; une limitation de son application aux classes sociales pauvres auxquelles la société ne souhaite pas financer de véritables services publics ; la réduction à des recettes miracles, comme le budget participatif.

Le présent atelier, organisé dans une des régions françaises où sont explorées avec méthode et opiniâtreté les différentes formes de renouvellement de la démocratie, se propose d'être une étape dans l'échange Chine/Europe pour repenser la démocratie et la gestion des sociétés. Le moment semble important car, au cours des dix ou vingt dernières années, de nombreuses innovations ont vu le jour, différentes réflexions théoriques ont été menées. Dans ces conditions c'est en faisant fond sur l'expérience progressivement accumulée dans différentes régions du monde, à l'initiative de différents acteurs, à différentes échelles et selon différentes méthodes que l'on peut tenter d'esquisser un premier bilan et de dégager quelques axes stratégiques d'approfondissement et de progression pour les années à venir.

L'interdépendance du local et du global

Dans les sociétés actuelles, caractérisées par une interdépendance entre les sociétés et entre les problèmes, aucun de ces derniers ne peut être géré à une seule échelle. Les questions de santé vont de la prévention et de l'hygiène au niveau des familles à la lutte internationale contre les pandémies ; la recherche de modèles de vie et de production économes en énergie va des comportements et des choix d'investissement des familles à la gestion mondiale de l'énergie fossile ; l'économie appelle les initiatives individuelles ou locales en même temps qu'une organisation mondiale des échanges et des flux financiers ; la gestion de l'eau va des pratiques agricoles ou de l'économie domestique à la gouvernance des grands bassins versants et à la gestion des océans, etc. Selon l'expression consacrée tous les problèmes sont « glocaux » c'est-à-dire tout à la fois locaux et globaux.

La gouvernance et la démocratie ne peuvent que prendre acte de cette réalité fondamentale. Or, la théorie politique classique voulait au contraire que pour que les citoyens contrôlent l'action de leurs élus il était indispensable d'assigner à chacun d'eux une responsabilité claire et exclusive sur un domaine de la vie de la société. C'est ce que l'on a appelé en France, dans les lois de décentralisation, les « blocs de compétence ». Mais cette théorie politique classique est en permanence contredite par les faits. L'exercice de la démocratie participative, de l'implication des citoyens dans la vie publique ne peut donc pas non plus être assigné à des niveaux de gestion spécifiques et exclusifs. En outre, la tentation est grande de faire de la démocratie participative un apanage de la gestion locale au motif que c'est sur les questions de vie quotidienne ou de proximité que les citoyens sont les mieux à même de donner un avis ou de faire des choix informés et argumentés.

S'il en était ainsi, la démocratie participative et locale serait réduite à l'état de démocratie résiduelle ou de démocratie de compensation, la vitalité de l'exercice de la citoyenneté au niveau local masquant la perte progressive substances de citoyenneté lorsqu'il s'agit des véritables choix dont

dépend l'avenir de l'humanité.

Participation et développement soutenable

La perspective change du tout au tout dès lors que, prenant le problème en sens inverse, on se demande à quelles conditions les citoyens ordinaires, comme les gouvernants, peuvent « penser » le monde dans ses interdépendances et sa complexité puis agir sur lui. On s'aperçoit alors que l'interdépendance entre les problèmes et entre les sociétés, les interactions croissantes entre les différents aspects de la vie de la société, par exemple entre l'économie, le social et l'environnement, rendent obsolète la gestion traditionnelle des problèmes par une juxtaposition de politiques sectorielles. Or, c'est à l'échelle des territoires locaux que se révèlent le mieux les interdépendances et les interactions, d'autant plus que les effets de la mondialisation, qu'il s'agisse des systèmes de production, de la consommation ou encore de l'évolution du climat ne s'exercent pas dans un espace international qui prendrait sens en lui-même mais se manifestent concrètement au niveau le plus menu du territoire et de la vie.

Dès lors, au slogan familier : « pensons globalement et agissons localement », il faut en opposer un autre : « pensons localement pour agir globalement ». Dès lors, la démocratie participative au niveau local change radicalement de sens. Au lieu d'être un lot de compensation pour démocratie perdue, elle devient le point d'appui le plus sûr, tant pour l'analyse que pour l'action, d'une démocratie à reconstruire du local au mondial.

Pour répondre à ces questions qui transcendent les institutions politiques formelles et atténuent peut être les clivages apparents entre une Europe démocratique et une Chine plus autoritaire des nouveaux dispositifs d'implication des citoyens dans la vie et dans les choix des sociétés s'inventent depuis le niveau local jusqu'au niveau continental ou mondial. C'est ce qu'en Europe on appelle à la fois développement de la démocratie participative et rôle de la société civile.

En Chine, de nouvelles procédures de débat émergent, faisant par exemple jouer un rôle à internet. Des deux côtés, les processus d'élaboration d'une politique changent et valorisent de façon croissante la concertation entre acteurs privés et publics, entre experts et responsables politiques. Ce sont ces différentes expériences et perspectives que devra aborder l'atelier.

Patrick Lusson, 27 juillet 2007



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>